

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 16 mai 2025 à 12:00

GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan
4, Rue Capitaine Drillien
71100 CHALON-SUR-SAONE

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	5
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

I - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation.....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Pièces de la candidature et de l'offre	6
6.2 - Visites sur site.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique	8
7.2 - Transmission sous support papier	10
8 - Examen des candidatures et des offres.....	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des accords-cadres.....	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
9.2 - Procédures de recours.....	13

I - Objet et étendue de la consultation

I.1 - Objet

La présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan.

Lieux d'exécution :

Les établissements GHT Saône-et-Loire Bresse Morvan.

La liste des bâtiments est reprise en annexe I du CCTP.

I.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

I.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

I.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lots :

Lots	Désignation
01	Revêtement de sols souples - Revêtement mural – SECTEUR OUEST
02	Plomberie sanitaire - Chauffage - Ventilation - Climatisation – SECTEUR MONTCEAU-LES-MINES, LA GUICHE, TOULON-SUR-ARROUX
03	Plomberie sanitaire - Chauffage - Ventilation - Climatisation – SECTEUR AUTUN
04	Menuiseries extérieures – SECTEUR EST
05	Menuiseries extérieures – SECTEUR OUEST

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

I.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45215100-8		Travaux de construction de bâtiments liés à la santé
Lots	Code principal	Description
01	45432000-4	Travaux de pose de revêtement de sols et de murs et pose de papiers peints
02	45330000-9	Travaux de plomberie
	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
03	45330000-9	Travaux de plomberie
	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
04	45421000-4	Travaux de menuiserie
	44221000-5	Fenêtres, portes et articles connexes
05	45421000-4	Travaux de menuiserie
	44221000-5	Fenêtres, portes et articles connexes

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Quelle que soit la forme du groupement, l'un des candidats, membres de ce groupement, devra être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement. Néanmoins, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune PSE n'est prévue pour la présente consultation.

3 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre est fixée au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations prévues au marché sont financées sur les fonds propres (budget principal) de l'adhérent du groupement de commandes.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours pour les Centres Hospitaliers de 30 jours pour les EHPAD à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Clause RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des bâtiments du GHT
 - Annexe 2 : Plans masse des différents sites
 - Annexe 3 : Plan de prévention type
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le DC1
- Le DC2
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME), pouvant être utilisé en remplacement des DC1 et DC2

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat qui en formule la demande, par téléchargement auprès du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .pdf / .xls / .doc / .ppt / .zip / .jpeg / .dwg / .html. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

6.1 - Pièces de la candidature et de l'offre

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "*Dites-le nous une fois*". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Libellés		Signature
Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise		
La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 modèle avril 2019 joint au présent DCE) complétée par le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de cotraitance		Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de cotraitance		Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique		Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail		Non
Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise		
La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 modèle avril 2019 joint au présent DCE) complétée par le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de cotraitance		Non
Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise		
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Liste des travaux effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Ils sont prouvés par des attestations de bonne exécution pour les plus importants. Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat		Non
Qualifications QUALIBAT suivantes et nombre de personnes minimum pour chaque lot :		Non
Allotissement	Qualifications Qualibat recommandées	
1 – Revêtement de sols souples et revêtement mural – Secteur OUEST	6112 – 6142 – 6252 – 6121 – 6222 – 6223 – 6254 – 6261 – 6233 – 6262 – 6253	
2 – Plomberie sanitaire – CVC – Secteur MONTCEAU-LES-MINES, LA GUICHE, TOULON-SUR-ARROUX	5112 – 5113 – 5121 – 5122 – 5141 – 5142 – 5213 – 5251 – 5271 – 5311 – 5312 – 5321 – 5322	
3 – Plomberie sanitaire – CVC – Secteur AUTUN	5112 – 5113 – 5121 – 5122 – 5141 – 5142 – 5213 – 5251 – 5271 – 5311 – 5312 – 5321 – 5322	
4 – Menuiseries extérieures – Secteur EST	3512 – 3522 – 3541 – 4511 – 4542	
5 – Menuiseries extérieures – Secteur OUEST	3512 – 3522 – 3541 – 4511 – 4542	
Documents en lien avec le détachement des salariés étrangers		
Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire de l'accord-cadre devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution de l'accord-cadre, une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.		Non
Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir au Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant leur représentant en France mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail		Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le **Document Unique de Marché Européen (DUME)**. Ces documents sont également fournis dans le présent DCE.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément à l'article L. 2141-12 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire, en cours d'exécution de l'accord-cadre, est placé dans l'une des situations ayant pour effet de l'exclure des marchés publics, l'accord-cadre sera résilié aux torts dudit titulaire à compter du jour de la réception par ce dernier de la notification de la résiliation.

Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) Le candidat doit obligatoirement utiliser l'acte d'engagement joint au dossier de consultation	Non
Le bordereau des prix unitaires (annexe I à l'acte d'engagement). Le candidat doit obligatoirement présenter son offre sur le BPU joint au dossier de consultation	Non
Un relevé d'identité bancaire ou postal	Non
Un mémoire technique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- La méthodologie que le soumissionnaire entend appliquer quant à la gestion et au suivi des demandes émises par le Groupement Territorial, à la gestion du chantier, à la description de l'intervention de l'entreprise, les moyens prévus (humains et matériels)- Les compétences techniques dans le domaine objet du marché et les références sur des sites similaires à un groupement hospitalier	Non
Les fiches techniques des matériels proposés	Non

Cette offre peut être complétée par tout autre document permettant de faciliter la compréhension de la proposition du candidat.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat des précisions, des compléments ou des justifications sur son offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Aucune visite de site n'est prévue.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention suivante :

ACBC TOUS TRAVAUX BATIMENTS
NOM DU CANDIDAT
COPIE DE SAUVEGARDE
CONSULTATION 25S0014 - NE PAS OUVRIR

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les copies de sauvegarde doivent être remises contre récépissé à l'adresse suivante :

Nom officiel : Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
Point de contact : Justine BADET - Cellule des Marchés
Direction des Achats, de la Logistique et des Services Economiques
Adresse postale : 4, Rue capitaine Drillien - CS 80120
Ville CHALON-SUR-SAÔNE
Code postal 71321
Pays FRANCE

Ou, si elles sont envoyées par la poste, doivent l'être par pli recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse ci-dessous :

Nom officiel : Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
Point de contact : Justine BADET - Cellule des Marchés
Direction des Achats, de la Logistique et des Services Economiques
Adresse postale : 4, Rue Capitaine Drillien - CS 80120
Ville CHALON-SUR-SAÔNE
Code postal 71321
Pays FRANCE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : .pdf / .xls / .doc / .ppt / .zip / .jpeg / .dwg / .html.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Sont éliminées les candidatures qui :

- Ne sont pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique
- Ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-2, R. 2142-3, R. 2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du Code de la commande publique
- Ne présentent pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes

Les capacités professionnelles, techniques et financières sont appréciées sur la base des documents demandés à l'appui de la candidature.

8.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Sont éliminées les offres qui :

- Sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables
- Sont anormalement basses

L'offre économiquement la plus avantageuse est, conformément aux articles R. 2152-6 et suivants et L. 2152-1 à L. 2152-8 du Code de la commande publique, choisie en fonction des critères suivants par ordre décroissant d'importance :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations Le critère « prix unitaire des prestations », noté sur 40 points, sera apprécié au regard du montant total TTC suivant une assiette basée sur un profil de commande (3 commandes dites « de référence »)	40.00
2-Valeur technique Le critère « valeur technique », noté sur 60 points, sera apprécié selon les sous-critères énoncés	60.00

ci-dessous et sur la base du mémoire technique remis par le candidat dans le cadre de son offre.	
<p>2.1-Mode opératoire</p> <p>Le sous-critère « Mode opératoire » noté sur 30 points, sera évalué sur la base de la présentation dans le mémoire technique du candidat des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le fonctionnement mis en place par le candidat pour assurer le suivi et la réalisation des demandes émises par le GHT - La méthodologie que le candidat mettra en place pour réaliser les différentes interventions sur les sites du GHT 	30.00
<p>2.2-Moyens mis en œuvre</p> <p>Le sous critère « Moyens mis en œuvre » noté sur 10 points, sera évalué sur la base de la présentation dans le mémoire technique des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens humains dédiés afin d'assurer les différentes demandes du GHT - Moyens matériels dédiés afin d'assurer les différentes demandes du GHT 	10.00
<p>2.3-Compétences techniques</p> <p>Le sous critère « compétences techniques » noté sur 20 points, sera évalué sur la base de la présentation dans le mémoire technique des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La compétence dans le domaine objet du marché - Les références du candidat sur des sites similaires au GHT 	20.00

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues)

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander aux candidats de rectifier leur bordereau des prix unitaires dans le cas où il constaterait des erreurs de multiplication, d'addition ou de report. Dans cette hypothèse, le jugement des offres se fera sur la base du bordereau des prix unitaires rectifié.

Suspicion d'offre anormalement basse

Pour la détection et l'examen des offres dont le prix semble anormalement bas, il sera procédé selon les modalités suivantes, conformément à l'article L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique :

Détection des offres potentiellement anormalement basses

Le soumissionnaire devra justifier le prix proposé (devant permettre de couvrir le marché) sur la composition de son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse eu égard aux prestations concernées, y compris pour la part du marché public qu'il envisage de sous-traiter.

Le prix «P» de chaque offre sera amené à son prix pondéré Pp, par la formule :

$P_p = P / (\text{pondération du prix} + \text{pondération des autres critères} \times \text{note des autres critères})$

Pp est le prix pondéré

P est le prix initial de l'offre

Si l'écart de prix des deux offres pondérées les moins élevées est supérieure à 25%, le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre la procédure des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique. Le calcul sera aussi fait ensuite si nécessaire entre les deuxième et troisième offres.

Examen et traitement des offres détectées anormalement basses

Les offres ainsi détectées feront l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes :

La personne responsable du marché demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront, dans le délai de 2 jours ouvrés, à compter de l'envoi de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique, le candidat pourra apporter des justifications concernant par exemple le mode de fabrication des produits, le procédé de construction, les solutions techniques adoptées ou les conditions exceptionnellement favorables dont dispose le soumissionnaire pour fournir les produits, l'originalité de l'offre, la réglementation applicable en matière environnementale, sociale et du travail en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations, l'obtention éventuelle d'une aide d'État, etc.

L'acheteur, après avoir examiné ces justifications, retient les offres dûment justifiées et rejettent par décision motivée, conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique, celles qui ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

8.3.1 - Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les candidats les mieux placés ayant proposé les meilleures offres avec lesquels il négociera.

Les négociations pourront porter sur l'ensemble des éléments de l'offre (prix, qualité, délai, organisation, etc.) et se feront par mail, échanges via la plateforme de dématérialisation PLACE ou dans le cadre d'une rencontre.

L'absence d'un candidat, invité à négocier, à la séance de négociation si celle-ci fait l'objet d'une rencontre sera considérée comme un retrait de la consultation : le candidat sera éliminé et non classé.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales.

A l'issue de la négociation, les candidats remettent une nouvelle offre ou maintiennent leur offre initiale.

Le soumissionnaire qui ne remettrait pas d'offre révisée dans les délais impartis conduira le pouvoir adjudicateur à prendre en considération la première offre déposée pour le classement final.

8.3.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le candidat retenu doit fournir en application de l'article R. 2143-6 du Code de la commande publique :

- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales. Afin de répondre à cette obligation, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le candidat devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté
- Attestation d'assurance responsabilité civile
- Attestation d'assurance responsabilité décennale

L'attributaire dispose d'un délai de 8 jours calendaires à compter du courrier l'informant de l'attribution de l'accord-cadre ou d'un ou plusieurs lots de l'accord-cadre pour fournir l'ensemble de ces pièces, faute de quoi son offre est rejetée et sa candidature éliminée, conformément aux articles R. 2144-2 et s. du Code de la commande publique.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Dijon

22, Rue d'Assas

BP 61616

21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

Télécopie : 03 80 73 39 89

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Dijon

22, Rue d'Assas

BP 61616

21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

Télécopie : 03 80 73 39 89

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends

3, Rue de la Charité

69268 LYON CEDEX 02